

Neuengamme, « le camp méconnu », établi aux portes de Hambourg, la deuxième ville d'Allemagne, a vu passer au Camp central et dans ses Kommandos extérieurs plus de 13 % des quatre-vingt-six mille Français et Françaises déportés de répression dans le Reich, de 1940 à 1945.

Cent six mille hommes et femmes de toutes nationalités, dont 11 500 Français, ont été persécutés au camp de concentration de Neuengamme : cinquante-cinq mille d'entre eux, dont plus de 7 000 Français, périrent d'épuisement dû au travail et aux brutalités, de faim et de froid, de manque de soins, torturés, pendus, fusillés, gazés, brûlés, abattus au cours des marches d'évacuation ou noyés à bord des navires coulés en baie de Lübeck.

Le camp de Neuengamme et ses 80 Kommandos satellites de travail forcé est un exemple incontestable de camp de concentration. C'est un camp de répression, peuplé majoritairement, pour ce qui est des Français, de déportés politiques et résistants, d'opposants à l'idéologie nazie et à ses affidés français. C'est aussi un camp d'extermination à petit feu, mais à durée économiquement calculée par un savant barème de souffrances physiques et morales infligées à la population de « sous-hommes » que martyrisaient les SS. Leurs dignitaires avaient précisément déterminé tout le profit qu'ils pouvaient tirer de la main-d'œuvre concentrationnaire innombrable, gratuite, à éliminer après usage et très vite remplacée grâce aux sbires de la Gestapo.

Lorsque le camp de concentration de Neuengamme a été libéré par les Britanniques, un des tout derniers, le 5 mai 1945, les Allemands avaient totalement évacué tous les déportés, précipités sur les routes, entassés dans des wagons, poussés vers des mouroirs ou des camps flottants. Les reporters n'eurent pas à le visiter, à en photographier les horreurs. Les monceaux de cadavres décharnés gisaient ailleurs, dans des fosses communes improvisées au bord des chemins, empilés dans des charniers ou flottant au gré des eaux de la mer Baltique.